

GREER, Allan, *Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740-1840*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1985. 304 p.

Serge Courville

Volume 39, Number 3, Winter 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304374ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304374ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Courville, S. (1986). GREER, Allan, *Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740-1840*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1985. 304 p. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39(3), 407–413. <https://doi.org/10.7202/304374ar>

## NOTE CRITIQUE

**GREER, Allan, *Peasant, Lord, and Merchant: Rural Society in Three Quebec Parishes 1740-1840*. Toronto, Buffalo, London, University of Toronto Press, 1985. 304 p.**

Voici un livre que marquera une étape importante dans l'historiographie du Québec. Plus qu'une simple étude de cas, c'est une véritable synthèse d'histoire régionale, qui allie tout à la fois des préoccupations d'ordre conceptuel et factuel, dans un territoire suffisamment large et une durée suffisamment longue pour que se dégagent les traits différenciés d'une socio-économie que d'aucuns auraient pu croire uniforme.

Agencé en deux parties conceptuellement distinctes mais complémentaires, l'ouvrage comprend huit chapitres, qui ont pour but d'étudier la rencontre du capital marchand et de la paysannerie québécoise dans trois paroisses de la basse vallée du Richelieu, Sorel, Saint-Ours et Saint-Denis, dont les territoires s'inscrivent plus ou moins dans ceux des seigneuries du même nom. Les cinq premiers chapitres sont consacrés à l'analyse des structures socio-économiques régionales, tandis que les trois autres sont consacrés à l'étude de l'intrusion du capital marchand dans le territoire et à son impact sur l'évolution de la société locale.

Dès son avant-propos Greer rompt avec les images accoutumées de l'habitant canadien pour prôner une reconnaissance, depuis l'intérieur, de ce qu'il perçoit comme la version nord-américaine du type de paysan que l'on retrouve en Europe. Fort de dossiers patiemment montés, à partir de sources variées où figurent en bonne place les archives notariales et les papiers d'un marchand d'envergure, Samuel Jacobs, il prend le contre-pied des thèses qui affirment que parce qu'elle est «féodale», la société rurale québécoise avait résisté aux changements introduits par la montée du capitalisme, pour proposer une explication plus nuancée, fondée sur une analyse au sol de cette société, vue dans le contexte particulier d'une région. Thèse ambitieuse, certes, mais dont Greer lui-même fixe les limites, en notant qu'une monographie, si complète soit-elle, ne peut étudier tous les aspects d'une société, ni l'ensemble des événements auxquels celle-ci se retrouve invariablement confrontée, d'autant moins que l'ouvrage ici ne s'en tient qu'à trois acteurs de cette société régionale: l'habitant, le marchand et le seigneur.

Dans le développement de sa thèse, Greer s'inscrira d'emblée dans le prolongement de l'oeuvre de Louise Dechêne sur Montréal. Mais il entretiendra aussi un dialogue constructif avec d'autres historiens, tels Fernand Ouellet et Jean-Pierre Wallot. Cela étant, il ne se limite tou-

tefois pas aux enseignements de l'historiographie nationale: il va également puiser des éléments de réflexion et de comparaison dans l'histoire européenne et américaine, ce qui donne une touche originale à ses travaux. Aussi le résultat est-il impressionnant. Qu'il s'agisse des modalités premières de la mise en valeur de la région ou de l'évolution de son agriculture en regard de la pénétration croissante de l'économie de marché à la campagne, Greer enrichit notre connaissance de la période, mettant en lumière aussi bien les contraintes auxquelles se heurtent les marchands et les titulaires de fiefs dans leurs entreprises, que les mécanismes de reproduction de la paysannerie et la logique interne de ses activités, eu égard aux charges qui l'affectent et à l'inégale qualité des sols qu'elle exploite. Ce faisant, il est amené à s'insérer dans le débat qui anime depuis plus de quinze ans l'historiographie nationale sur la crise agricole des années 1800-1830. Sans nier les difficultés qui confrontent alors la paysannerie, il récuse l'hypothèse d'une crise généralisée dans l'agriculture au cours de la période, pour prendre aussi le contre-pied d'une «commercialisation» croissante de cette activité dès les premières décennies du siècle et conclure au faible niveau d'articulation de cette paysannerie au marché, en dépit de tous les changements importants qui ont affecté l'économie de la région depuis les années 1740. Adoptant un point de vue proche de celui de Chayanov, il ne voit dans l'augmentation de la production qu'une réponse aux besoins accrus de la famille (paiement des redevances seigneuriales, achats de biens de consommation, financement du processus de reproduction sociale, etc.), sans ambition du côté de l'accumulation de capital et sans que cette réponse entraîne de réorganisation fondamentale de l'économie familiale. L'habitant produit simplement un peu plus de ce qu'il a toujours produit, ce qui le laisse sensible aux catastrophes naturelles et ce qui entraîne, parfois, des chutes temporaires de la production. Mais de 1800 à 1830, les difficultés pour Greer sont surtout d'ordre démographique et social, reliées à la faible disponibilité de terres, au rôle qu'elle joue dans le processus de reproduction sociale, et aux surfaces qu'il faut mobiliser pour les emblavures. Une trop grande population compromettant le mode traditionnel d'expansion dans le territoire (colonisation de proche en proche du sol), il en résultera des tensions qui entraîneront un double phénomène de prolétarianisation et d'émigration massives des effectifs hors de la paroisse d'origine. Loin, toutefois, d'être partout semblable, le phénomène se nuance localement, en fonction de la qualité du milieu. A Sorel, où les sols sont plus pauvres, la paysannerie en est rapidement réduite à un semi-prolétariat, vivant d'une petite agriculture de subsistance sur terroir morcelé et de toutes les occasions qu'offre le travail extérieur à la ferme. C'est là, surtout, que l'on retrouve les «habitants-voyageurs», engagés depuis longtemps dans le circuit du commerce des fourrures. A Saint-Denis, au contraire, où les terres sont plus riches, l'on tentera plutôt de préserver le patrimoine foncier familial, par une exclusion volontaire des effectifs en sur-

nombre. D'où la nécessité, pour Greer, de dépasser les études de trop grande ampleur territoriale en histoire, puisque c'est à l'échelle locale ou micro-régionale que l'on peut le mieux saisir toute la diversité de développement que connaît alors le Bas-Canada. Aux découpages ethniques ou bio-physiques de l'espace (l'opposition, par exemple, seigneuries/cantons ou plaine/bouclier), il faudrait donc préférer des territoires plus restreints, seuls capables de témoigner du jeu de forces qui façonne les campagnes.

Rarement aura-t-on vu thèse plus proche d'un genre qui avait fait autrefois le succès de la géographie québécoise. En naturelle sympathie avec son objet d'étude, Greer a une connaissance remarquable de la région qu'il observe et, d'une manière plus générale, de la société qui l'habite. Nuancé par rapport aux travaux qui le précèdent, et soucieux de dépassement face à une démarche purement empirique, il construit sa thèse honnêtement, sur la base de ses convictions intellectuelles, en tenant compte des limites que lui imposent ses sources. Dans l'état actuel des chantiers de l'histoire et de la géographie historique au Québec, on ne peut donc faire autrement que d'en reconnaître les mérites car le matériau qu'elle apporte permet non seulement de faire progresser les connaissances, mais aussi les méthodes qui doivent présider à leur avancement. N'est-ce pas là en définitive le propre d'une oeuvre forte?

Cela dit, le livre de Greer laisse tout de même certaines questions ouvertes, qui ont trait aussi bien à la représentativité de son étude, qu'aux bases conceptuelles et méthodologiques de certaines de ses analyses. Celui-ci, d'ailleurs, en est le premier conscient, en s'efforçant toujours de définir ses termes et en se montrant très prudent dans l'élargissement de ses conclusions à l'ensemble de la société québécoise. Parmi ces questions, il en est une qui a davantage retenu notre attention et à laquelle beaucoup d'autres nous semblent rattachées, en tout cas en grande partie. C'est l'importance insuffisante que Greer accorde à la contextualité des phénomènes qu'il observe et qui le prive de ce fait, de moyens d'analyser plus à fond l'articulation de l'agriculture au marché. Passons ici sur les difficultés que pose la notion de féodalité appliquée au Canada. Passons aussi sur le glissement de perspective qu'introduit la notion européenne de petit producteur appliquée à la paysannerie québécoise. Interrogeons-nous plutôt sur un autre type de contextualité, plus en rapport celui-là avec le contexte territorial dans lequel vivait l'habitant du Bas-Richelieu. Contextualité, d'abord, du milieu géographique observé, par rapport aux autres régions du Québec. Contextualité, ensuite, de l'agriculture locale, par rapport aux organisations économiques concrètes de la région et du territoire dans lequel elle s'inscrit. Contextualité, enfin, de la production paysanne par rapport à la conjoncture et à tous les types de demande qu'introduit la montée de l'économie de marché.

Dans son avant-propos, Greer pose la question de la représentativité de son étude. Notant qu'en général ceux qui posent ce genre de question n'ont aucune idée eux-mêmes de ce qu'est une paroisse vraiment «représentative» et représentative de quoi, il contourne la difficulté en se demandant dans quelle mesure les analyses faites à plus grande échelle (nationale ou provinciale) sont elles-mêmes représentatives des expériences vécues par les communautés locales. Tout en reconnaissant la pertinence d'une telle remarque, il nous semble que des nuances s'imposent. En effet, si, par représentativité il faut entendre une similarité de vécu, quelle que soit l'échelle du territoire observé, Greer a raison. Mais il existe aussi d'autres façons de poser le problème, en questionnant, par exemple, plus avant les caractéristiques physiques du milieu observé.

Au plan climatique, la basse vallée du Richelieu connaît des conditions que l'on ne retrouve nulle part ailleurs au Québec et qui surpassent même celles qui prévalent dans le Haut-Richelieu. Avec 140 jours sans gel en moyenne (contre 135 dans le Haut-Richelieu; il s'agit de la plus forte moyenne du Québec), une saison de croissance de 194 jours (191 dans le Haut-Richelieu), 3 400 degrés-jours d'intensité de chaleur (100 de moins dans le Haut-Richelieu; par comparaison on en compte 2 400 au lac Saint-Jean), 45 jours où la température dépasse 26,6°C et des précipitations saisonnières de 40,6 cm qui, combinées avec une humidité relative moyenne de 60% entre mai et septembre, rabaissent le déficit hydrique d'été à moins de 2,54 cm, la basse vallée du Richelieu offre à l'agriculture des possibilités uniques dont seront privées les autres régions. Il en va de même aux plans du relief, de l'hydrographie et des sols, qui composent avec les conditions climatiques pour définir un contexte très particulier de développement dont il n'existe pas non plus d'équivalent ailleurs au Québec. Nous avons affaire, ici, est-il besoin de le rappeler, à une vallée, occupée par une voie d'eau importante, dont le profil a été façonné par l'action des eaux de la mer de Champlain à l'époque post-glaciaire. On y retrouvera donc un relief doux, ondulé, sans pentes sévères, caractérisé tout à la fois par des terrasses de sable, de gravier et d'argile, entrecoupées de traînées limoneuses et de till glaciaire remanié, où se sont développés des sols au potentiel certes variable, mais dont l'inégale qualité se retrouve en quelque sorte compensée par les avantages du climat. Comprenons-nous bien! Il ne s'agit pas de nier le poids de la variable pédologique dans le bilan des conditions faites à l'agriculture locale. Il est indubitable qu'à Sorel cette activité sera défavorisée par la présence de terrasses de sable alors qu'à Saint-Denis elle sera avantagée par l'argile, ses seules vraies limites, dans cette dernière paroisse, tenant aux difficultés de drainage des terres, encore que les pentes ici soient favorables. Il s'agit plutôt de voir en quoi une gamme de sols somme toute assez semblable à celle que l'on retrouve ailleurs au Québec se retrouve ici

avantagée par rapport à celle des autres régions. Par-delà le différentiel qu'introduit le climat régional, la réponse, on le sait, passe par l'étude de la position géographique de la région observée dans l'ensemble du territoire. A ce titre, celle qui nous intéresse occupe une position encore là unique dans la plaine sud de Montréal. Bien desservie par une voie d'eau dont le débit au printemps et à la période d'étiage pose sans doute certains problèmes mais qui n'en demeure pas moins «flottable» et «navigable» une grande partie de l'année, elle constitue un espace ouvert et facilement accessible, plus susceptible que d'autres d'entretenir des relations privilégiées avec l'extérieur. En outre, aux atouts que lui confère cette voie d'eau, s'ajoutent aussi ceux d'un réseau routier rendant plus facile encore l'accès au marché! Aucune autre vallée affluente du Saint-Laurent n'offre autant d'avantages réunis, ce qui ne la rend représentative d'aucune d'entre elles, ni sur le plan physique, ni sur le plan climatique, ni sur celui, tout aussi important, de son désenclavement géographique.

Cela expliquera plus tard la spécialisation autour du blé, dont Greer nous dit qu'elle se maintient jusqu'aux années 1830, en dépit d'une chute apparente de la production, explicable surtout par la part relative accrue que prendront désormais les autres productions (avoine, pommes de terre, etc.) dans la récolte totale. Certes, cette notion de spécialisation prend une teinte particulière chez Greer, pour qui le volume total de la production de blé dans la région est davantage lié à tous les petits surplus de production que génèrent les fermes, qu'à une véritable spécialisation qui n'atteint que quelques gros producteurs. On peut se demander, toutefois, si cette façon de voir ne pose pas plus de problèmes qu'elle n'en résout, les deux principaux étant de postuler que l'alimentation de la famille paysanne repose principalement sur le blé, vu comme céréale de civilisation, et que seule la production de blé peut témoigner de l'articulation de l'agriculture au marché.

Nous avons déjà discuté ailleurs des limites qu'impose ce double postulat dans l'analyse de la production paysanne, l'une d'entre elles étant de sous-estimer souvent la part du blé réellement destinée aux échanges, et une autre, d'ignorer la diversité de petites demandes que peut satisfaire la ferme en contexte de montée croissante de l'économie de marché et qui pourront même paraître, aux yeux de l'habitant, tout aussi rentables, sinon plus, que le blé, parce que moins sensibles à la conjoncture, et surtout moins soumises aux prélèvements et aux contrôles qui grèvent la production et la commercialisation du blé. Il faudrait, ici, interroger plus avant les stratégies paysannes, en regard notamment de la montée des industries rurales dans l'espace et des nouveaux marchés qu'entraîne la croissance villageoise, non seulement dans la région observée, mais aussi à l'extérieur. Quels rapports, par exemple, s'établissent dans l'espace entre les lieux d'implantation de ces industries et les aires de répartition des cultures ou de certains éle-

vages à finalité possiblement commerciale? Se peut-il que des productions, perçues jusqu'ici uniquement dans leur finalité domestique aient aussi alimenté, dans les faits, de petits circuits locaux d'échanges échappant aux grands circuits reconnus du blé? Quels rapports, aussi, s'établissent entre les activités nouvelles que génèrent certains centres (villes ou villages) et qui, par la main-d'oeuvre qu'elles occupent aussi bien que par la clientèle qu'elles desservent, favorisent l'émergence d'une demande dont l'ampleur réelle nous demeure inconnue, faute de données plus précises? C'est à l'intérieur de ce système d'échelles, croyons-nous, que devraient aussi se discuter les liens qui unissent le petit producteur au marché puisque, en changeant d'échelle, c'est à une tout autre vie de relations que l'on accède, faite souvent de petites ententes gré à gré, dont l'écrit ne porte pas toujours la trace, mais que l'on peut déceler à travers les organisations spatiales de l'agriculture, surtout quand celle-ci est analysée en regard des structures d'habitat et des autres secteurs de l'activité économique régionale. Greer, dans sa thèse, ne s'intéresse pas vraiment à cette question, ses préoccupations étant globalement d'un autre ordre. Insistant sur les échecs, ou en tout cas le peu de succès qu'ont connu certaines initiatives «industrielles» des marchands, il ne procède qu'à une présentation sommaire des activités économiques nouvelles qu'accueille la région, pour l'étudier plutôt à travers l'évolution de son agriculture. En outre, comme il privilégie une analyse où domine le poids du blé dans l'explication, il lie la réalité du petit producteur à la lumière d'un principe d'optimisation beaucoup plus que de satisfaction, ne s'intéressant qu'accessoirement aux motivations individuelles et aux changements de mentalité qu'entraînent la pénétration de l'économie marchande dans la région et la place beaucoup plus grande qu'occupera désormais le crédit dans l'univers mental de la paysannerie.

En d'autres termes, aux paramètres reconnus d'évaluation de l'agriculture, il faudrait peut-être en substituer ici d'autres, plus sensibles aux choix du producteur et à ce qui les explique, qu'au volume de la production ou à sa structuration générale autour d'un produit dont on connaît mieux la demande. Ce faisant, il faudrait peut-être aussi s'affranchir des limites qu'impose une notion comme celle d'agriculture de subsistance, dont on a peine à croire qu'elle puisse intégrer aussi une fonction «commerciale», surtout aux époques étudiées. Greer, après d'autres, nous a mis sur la piste d'une notion beaucoup plus riche, qui suggère une tout autre façon d'aborder l'étude de l'agriculture au Québec et ce, quelle que soit la période étudiée. C'est la notion d'agriculture paysanne, qui définirait un stade intermédiaire de développement entre agriculture de subsistance (caractéristique au départ d'une agriculture de colonisation mais qui pourra également se maintenir dans l'espace et dans le temps, sous la forme d'une activité d'appoint visant à satisfaire les besoins immédiats de la famille) et agriculture «commerciale», chaque époque pouvant voir les trois formes coexister à des

degrés divers, selon les données du contexte. Sans être commerciale au sens moderne du terme, cette agriculture paysanne pourra paraître toutefois beaucoup mieux articulée au marché que l'agriculture dite de subsistance, parce que plus stabilisée et surtout beaucoup mieux intégrée dans l'espace. Il faudrait peut-être pousser plus avant dans cette direction, ne serait-ce que pour éviter de confondre, dans le vocabulaire tout au moins, l'agriculture pratiquée par l'habitant canadien avec les types d'agriculture autarcique pratiqués dans les sociétés dites primitives et dont on ne retrouve pas véritablement d'exemples au Québec, même sous le Régime français.

A l'idée qu'il y a agriculture de subsistance tant que le marché et son organisation n'entraînent pas de hausse majeure de la récolte, pourrait alors s'en substituer une autre à l'effet que l'on cesse d'avoir affaire à une agriculture de subsistance dès l'instant où se produit un changement significatif d'attitudes et de comportements face au marché. Autrement dit, il s'agirait ici de mettre l'accent sur les préoccupations nouvelles qui animent désormais le producteur, si petit soit-il, les questions à son niveau devenant alors beaucoup plus qui va acheter quoi et à quel prix, plutôt que comment augmenter une production dont on sait par ailleurs les contraintes et les risques. Peut-être même trouverait-on là une explication à l'accumulation de terres que l'on observe à l'époque et que l'on a toujours eu tendance à attribuer par le passé au seul souci d'établir les enfants. Certes, c'est faire là beaucoup de place à une connaissance du marché que n'ont peut-être pas les petits producteurs. Mais il faudrait alors expliquer pourquoi les habitants du Bas-Richelieu persistent tout de même à produire du blé jusque dans les années 1830 et sans doute bien au-delà des besoins immédiats de la famille! Sûrement pas pour alimenter un élevage par ailleurs assez faible dans cette région céréalière. L'avoine et le foin conviendraient mieux! Quoi qu'il en soit, et en dépit des embûches qui attendent le chercheur intéressé par l'agriculture du Bas-Canada, il faudra bien tôt ou tard poser ce genre de questions si l'on veut véritablement saisir l'évolution du monde rural québécois pendant la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle. Sinon, comment prétendre aux vertus d'une étude qui, parce qu'elle change d'échelle, serait plus capable que d'autres d'expliquer les rapports de la paysannerie au marché?

Voilà, bien succinctement, quelques-unes des réflexions que nous a suggérées le livre de Greer et qui témoignent, à leur manière, de l'hommage qu'il faut rendre à l'auteur. En plus de nous fournir un bel exemple d'histoire régionale, sa thèse montre tout l'intérêt des rapprochements avec les autres sciences sociales et en particulier avec la géographie. Des pas significatifs ont été franchis en ce sens, qui en laissent entrevoir les avenues. N'est-ce pas là une perspective stimulante pour l'avenir de nos disciplines?